



Louis Schweitzer, président du Comité d'évaluation de la Stratégie pauvreté



Christophe Devys, président de Collectif ALERTE

Pauvreté au temps du Coronavirus : comment lutter ?

Alors que la crise sociale, consécutive à la crise sanitaire, s'aggrave de jour en jour, Louis Schweitzer, président du Comité d'évaluation de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté et Christophe Devys, président du Collectif ALERTE, détaillent les mesures les plus urgentes pour lutter contre la pauvreté.

Union Sociale : À la crise sanitaire qui frappe notre pays, succède une crise sociale inédite. Quelle est l'ampleur des dégâts ?

Louis Schweitzer : L'ampleur des dégâts est difficilement évaluable car la crise du Covid est loin d'être terminée. Pour beaucoup d'observateurs, le véritable défi se situe en 2021. En effet, plusieurs mesures comme le chômage partiel ou le report de la réforme de l'assurance chômage, se poursuivent actuelle-

ment, mais cesseront de produire leurs effets en 2021, avec un fort impact social. Cela étant dit, il faut constater que les personnes en situation de pauvreté sont particulièrement touchées par le chômage. Par ailleurs, elles ont été plus affectées que d'autres par les mesures liées à la Covid. Il est clair que d'être confiné à domicile, ce n'est pas la même chose selon le domicile, que pour des enfants qui ne vont pas en classe selon le milieu où l'on est, les conséquences ne sont pas les mêmes. De

façon plus grave encore, des prestations qui étaient acquises grâce à la vie sociale ont brusquement disparu. Je pense notamment aux petits déjeuners ou aux repas dans les cantines. De la même manière, les jeunes sans qualification vont être directement victimes du manque de perspectives sur le marché du travail. Autre facteur aggravant, les mesures de compensations prises par le gouvernement durant la crise n'ont aidé que ceux qui avaient des revenus significatifs déclarés, les autres n'ont

bénéficié d'aucun soutien. Enfin, il faut souligner la multiplication des personnes auparavant en activité et qui ont basculé dans la pauvreté.

Christophe Devys : Les associations de solidarité ont très rapidement pris la mesure de la crise sociale qui se jouait à partir du mois d'avril. Celle-ci s'est tout d'abord manifestée par des difficultés de plus en plus en grandes de personnes déjà en situation de précarité qui ont vu disparaître leurs rares sources de revenus complémentaires. À partir de l'été, les associations ont vu arriver beaucoup de personnes qui vivaient avec des revenus très moyens et des contrats précaires et qui ont basculé dans la pauvreté. Depuis, cette dynamique ne cesse de s'amplifier. On estime que plus d'un million de personnes ont déjà basculé depuis le début de la crise ou vont prochainement basculer dans la pauvreté. Elles viennent s'ajouter aux 9,3 millions de femmes, d'hommes et d'enfants qui vivent déjà sous le seuil de pauvreté. Les effets à court et moyen termes sont proprement dévastateurs.

Union Sociale : Alors que le Plan de relance gouvernemental, présenté début septembre, se voulait ambitieux avec un objectif fixé à 100 milliards d'euros, seules quelques centaines de millions sont consacrées à la pauvreté. Comment expliquer ce manque ?

Louis Schweitzer : Il est vrai que dans le plan de 100 milliards d'euros annoncé en septembre, seuls 800 millions sont consacrés à la lutte contre la pauvreté et sur cette somme, plus de 500 millions concernent l'allocation de rentrée scolaire dont seulement 38 % des bénéficiaires sont en situation de pauvreté. Cela veut dire que sur ces 800 millions, seuls 500 millions concernent les personnes modestes, alors que celles-ci représentent 14 % de la population. Pourquoi cet oubli ? La première raison, selon moi, est que le gouvernement a souhaité orienter son Plan

de relance vers l'avenir, vers la reprise économique et non vers la compensation, ce qui est contestable. Il y a également une vision portée par le gouvernement qui est que les personnes modestes, doivent se sortir elles-mêmes de la pauvreté. Cette approche entraîne une réticence à proposer des aides monétaires spécifiques à ces personnes. Pourtant, les études sérieuses qui ont été publiées sur le sujet montrent l'inverse, c'est-à-dire que si vous êtes au-dessous d'un certain niveau de revenu, vous êtes tellement absorbé par la recherche de l'essentiel, que vous ne pouvez pas vous sortir seul de la pauvreté.

Christophe Devys : Ce Plan est avant tout un plan de relance économique qui s'inscrit dans une logique d'investissement, mais il devait comporter un volet social solide selon les engagements du gouvernement. Or ce n'est absolument pas le cas. Le soutien aux plus fragiles a été largement négligé, alors que nous vivons une période durant laquelle ce soutien est plus que jamais nécessaire. Le gouvernement ne cesse de voir les dépenses en direction des plus modestes comme une charge, moi je préfère les voir comme un inves-



© Françoise Stilepovic

« Si vous êtes au-dessous d'un certain niveau de revenu, vous êtes tellement absorbé par la recherche de l'essentiel, que vous ne pouvez pas vous sortir seul de la pauvreté. »

tissement, car plus on va leur donner les moyens de sortir la tête de l'eau, de rebondir, plus ils vont contribuer à la reprise de notre pays. De la même manière, si l'on se situe sur un terrain plus économique, le fait de leur fournir une aide durable qu'ils vont automatiquement utiliser (à l'inverse des plus riches qui ont épargné durant la crise) peut constituer un levier de relance par la consommation.

Union Sociale : Les associations se sont largement mobilisées ces derniers jours pour une revalorisation des minimas sociaux et l'ouverture du RSA aux jeunes entre 18 et 25 ans, mais le gouvernement ne prévoit qu'une aide temporaire. Ce coup de pouce vous semble-t-elle suffisant ?



Qui sont-ils ?

Louis Schweitzer préside actuellement le Comité d'évaluation de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Ancien président de la Haute autorité de lutte contre les discriminations (Halde) de 2005 à 2010, il a également présidé durant neuf ans « Initiative France », un réseau d'associations visant à accompagner les créateurs d'entreprises. Louis Schweitzer a également présidé l'entreprise Renault entre 1992 et 2005.

Christophe Devys est depuis 2019, le président du Collectif ALERTE, un collectif d'associations de solidarité animé par l'Uniojps. Directeur du cabinet du directeur général de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris (AP-HP), puis conseiller technique en charge des questions de protection sociale de l'ancien Premier ministre Lionel Jospin jusqu'en octobre 2000, il dirige ensuite le cabinet de la ministre de la Justice, Marylise Lebranchu, puis occupe les fonctions de secrétaire général du Conseil d'État en 2007. De 2012 à 2014, il est le conseiller social de Jean-Marc Ayrault, alors Premier ministre. Il sera également directeur de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France.



© Michel Le Moine

« Pour véritablement relever le défi de la pauvreté, le saupoudrage ne suffit pas. Il faut se situer dans une perspective structurelle, car cette crise sociale va durer et laissera des traces durant de nombreuses années. »

▷ **Louis Schweitzer** : Personnellement, je pense que si l'on veut lutter contre la grande pauvreté, il faut revaloriser les minimas sociaux de façon durable et lutter contre le non-recours qui est tout à fait significatif dans notre pays. Dans ce cadre, il convient de simplifier l'accès aux droits sociaux, d'expliquer et d'aller vers les publics les plus fragiles. Sur ces deux plans, revalorisation durable des minimas sociaux et lutte contre le non-recours, il n'y a pas de politique gouvernementale. Le gouvernement a certes annoncé le 24 octobre des mesures complémentaires qui comportent des aides supplémentaires temporaires, un effort contre le non-recours et des mesures en faveur de l'hébergement et du logement. Ce complément quoique tardif est bienvenu, mais il ne remet pas en cause l'approche globale du gouvernement. L'ouverture du RSA aux 18/25 ans est sans doute aussi souhaitable, mais beaucoup plus coûteuse et très complexe à mettre en place. En effet, il est très difficile de distinguer les jeunes qui bénéficient encore de l'aide de leurs parents et ceux qui ne peuvent pas en bénéficier. Il faut donc mener une profonde réflexion sur le sujet et sur l'état réel des revenus des jeunes.

Christophe Devys : Bien évidemment, cette forme de prime tempo-

raire de soutien va être la bienvenue à court terme pour toutes les personnes concernées, mais elle est forcément insuffisante. Pour véritablement relever le défi de la pauvreté, le saupoudrage ne suffit pas. Il faut se situer dans une perspective structurelle, car cette crise sociale va durer et laissera des traces durant de nombreuses années. La position du chef de l'État qui consiste à dire que les aides sociales freinent la dynamique d'autonomisation et de recherche d'emploi est complètement erronée, comme l'a récemment rappelé, Esther Duflo, prix Nobel d'économie. Cette posture est d'autant plus incompréhensible quand on se penche sur les chiffres. En effet, une revalorisation du RSA de 20 % coûterait environ 2,5 milliards d'euros. Par comparaison, la suppression de la taxe d'habitation devrait coûter 8 milliards et ne bénéficier qu'à des personnes qui vont continuer d'épargner. Ajoutons enfin pour ce qui concerne le RSA jeunes, que ce que demandent les associations est avant tout de se situer dans une logique d'accompagnement. Il faut passer d'une logique de dispositif à une logique de droit, droit à l'accompagnement et à une allocation pour vivre.

Union Sociale : Au-delà de cette question des minimas sociaux, quelles sont les mesures à envisager rapidement pour lutter efficacement contre le développement de la pauvreté ?

Louis Schweitzer : La crise actuelle ne doit pas nous conduire à renoncer à des efforts de long terme fixés par la Stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté, laquelle concerne l'emploi et la pauvreté des enfants. Au contraire, il convient de renforcer les moyens pour que cette Stratégie produise tous ses effets. D'autre part, l'impact de la

coupure éducative est sans doute beaucoup plus grave pour les enfants de familles pauvres. Il y a donc un effort de rattrapage à mener, que ce soit sur le plan scolaire ou social, je pense en particulier au périscolaire. Il y avait dans les objectifs gouvernementaux, une politique en direction des 16/18 ans pour accompagner les plus fragiles. Cette politique devrait être activée. Il convient également d'adosser le logement à la politique de lutte contre la pauvreté. Enfin, tout le monde s'accorde à dire que les associations ont joué un rôle fondamental durant la crise pour accompagner les plus vulnérables. Une aide appréciable de 100 millions d'euros a été débloquée pour tenir compte de leurs besoins, mais celle-ci risque d'être insuffisante et il faudrait aller au-delà. Toutes ces mesures sont tout à fait essentielles pour que la portée de notre système de protection sociale soit à tout prix préservée.

Christophe Devys : Je suis tout à fait d'accord avec ces différentes remarques. J'ajouterais simplement trois réflexions. Il conviendrait tout d'abord de renforcer les accompagnements pour le retour au travail, par exemple en soutenant plus fortement l'insertion par l'activité économique ou en développant les territoires « zéro chômeur de longue durée ». Deuxième élément : la création d'un fonds permettant de soutenir tous ceux qui ne peuvent pas payer leur loyer actuellement et ils sont de plus en plus nombreux. Enfin, il conviendrait de se pencher sur le sort des migrants et des demandeurs d'asile qui ont été très fortement impactés par la crise sociale qui s'abat sur notre pays et qui demeurent bien souvent sans solution en raison de leur situation administrative. ●

Propos recueillis par Antoine Janbon